

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 1029^e
SÉANCE

Jeudi 3 octobre 1968,
à 11 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 84 de l'ordre du jour:

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session

Page

1

Président: M. K. Krishna RAO (Inde).

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session (A/7209 et Corr.1 et 2)

1. Le PRÉSIDENT invite la Sixième Commission à aborder l'examen du point de son ordre du jour intitulé "Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session".

2. M. RUDA (Président de la Commission du droit international)^{1/}, présentant le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session (A/7209 et Corr.1 et 2), déclare qu'au cours de cette session, qui a marqué le vingtième anniversaire de sa création, la Commission du droit international a entrepris activement l'examen de deux questions importantes qui figuraient depuis quelque temps déjà à son ordre du jour, mais qu'elle n'avait pu jusque-là examiner que de façon préliminaire, à savoir: la question de la succession d'Etats et de gouvernements et la question des relations entre les Etats et les organisations internationales. La Commission a, par ailleurs, consacré un examen préliminaire à la question de la clause de la nation la plus favorisée et elle a tenu, en outre, à passer en revue son programme et ses méthodes de travail dans l'intention de mettre à profit la longue et riche expérience qu'elle avait accumulée.

3. La question sur laquelle les travaux étaient le plus avancé était celle des relations entre les Etats et les organisations internationales; cette question, dont l'examen avait été entrepris à la onzième session, en 1959, comme suite à la résolution 1289 (XIII) de l'Assemblée générale avait fait, depuis, l'objet de plusieurs rapports dont le dernier, que le Rapporteur spécial, M. Abdullah El-Erian a présenté à la Commission du droit international à sa vingtième session, contenait le projet d'une série complète d'articles relatifs à la situation juridique des représentants d'Etats auprès des organisations interna-

tionales^{2/}. Ce projet d'articles traite des missions permanentes auprès d'organisations internationales, des délégations aux sessions des organes des organisations internationales et aux conférences réunies par celles-ci et des observateurs permanents d'Etats non membres auprès des organisations internationales.

4. La Commission n'a pu examiner que les articles de la première partie, relative aux dispositions générales, et ceux de la section 1 (Missions permanentes en général) de la deuxième partie, relative aux missions permanentes auprès d'organisations internationales. Elle a étudié ces premiers articles dans leurs rapports avec les dispositions correspondantes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961^{3/}, de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963^{4/} et du projet de convention sur les missions spéciales^{5/} ainsi que des instruments en vigueur sur le siège des organisations internationales et sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales.

5. Commencant par le titre du sujet, la Commission du droit international a décidé de remplacer l'expression "organisations intergouvernementales" par l'expression "organisations internationales". Elle a en outre décidé que ses travaux prendraient la forme d'un projet d'articles intitulé "Projet d'articles sur les représentants d'Etats auprès des organisations internationales", considérant que le projet de convention auquel on allait aboutir ne devait porter que sur cet aspect particulier du sujet, l'autre aspect — la question des représentants d'organisations internationales auprès des Etats — n'étant pas au nombre des matières devant être examinées à sa vingtième session.

6. Parlant des dispositions générales du projet d'articles, M. Ruda précise que les définitions qui sont données à l'article premier ont un caractère strictement provisoire en ce sens qu'elles pourront être modifiées, étoffées ou, au contraire, réduites selon les besoins que fera apparaître l'examen des autres articles. Il signale en particulier que la Commission envisage d'harmoniser, s'il y a lieu, la définition de l'expression "organisation internationale" avec

^{2/} A/CN.4/203 et Add.1 à 5.

^{3/} Voir Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.X.1), p. 91.

^{4/} Voir Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, Documents officiels, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.X.1), p. 179.

^{5/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 9, chap. II.

^{1/} Le texte in extenso de la déclaration faite par le Président de la Commission du droit international est publié sous la cote A/C.6/L.647.

la disposition correspondante de la convention sur le droit des traités devant être prochainement adoptée, comme elle s'efforce toujours de le faire quand elle élabore un nouvel instrument contenant des définitions et des dispositions qui s'inspirent de celles d'instruments existants.

7. Une des questions qui ont été longuement examinées est celle de la portée du projet d'articles; les avis étaient partagés sur le point de savoir si ce texte devait ou non s'appliquer également aux représentants d'Etats auprès des organisations régionales. La Commission est parvenue à concilier les thèses en présence, et elle a adopté une solution intermédiaire qui est énoncée à l'article 2 du projet d'articles dans lequel, bien que seuls soient mentionnés les représentants d'Etats auprès des organisations internationales à caractère universel, il est dit que le fait que les articles ne se réfèrent pas aux représentants d'Etats auprès d'autres organisations internationales est sans préjudice de l'application à ces représentants des règles qui y sont énoncées.

8. Un examen approfondi a été consacré aux articles 3 et 4 relatifs l'un aux rapports entre le projet d'articles et les règles pertinentes des organisations internationales et, l'autre, aux rapports entre le projet d'articles et d'autres accords internationaux existants. Il s'agissait de déterminer comment se situait le projet d'articles par rapport aux multiples règles qui ont été ou qui pourraient être adoptées pour régler les relations entre certains Etats et certaines organisations internationales. Comme il est dit dans le commentaire relatif à l'article 3, le projet d'articles cherche simplement à déterminer le dénominateur commun et à poser les principes généraux qui régissent le droit diplomatique des relations entre Etats et organisations internationales, son objet étant l'unification la plus poussée possible de ce droit au stade actuel du développement. Cela dit, l'article 3 vise à sauvegarder les règles particulières applicables au sein d'une organisation internationale donnée, et c'est pourquoi il prévoit que l'application du projet d'articles est sans préjudice des règles pertinentes de l'organisation. Par "règles pertinentes", il faut entendre toutes les règles pertinentes, qu'elles soient énoncées dans l'acte constitutif de l'organisation intéressée ou dans des résolutions adoptées par elle, ou qu'elles se dégagent de la pratique suivie par cette organisation.

9. Les articles 4 et 5 règlent les rapports existant entre le projet d'articles et les autres accords internationaux en vigueur entre Etats ou entre Etats et organisations internationales. C'est là une question extrêmement importante, car, d'une certaine façon, le texte qu'élabore la Commission du droit international pourrait affecter les accords internationaux existants qui règlent la même matière que lui, notamment les accords de siège et les conventions sur les privilèges et immunités. Consciente du problème, la Commission a précisé dans son commentaire que le projet d'articles est sans préjudice des règles différentes qui peuvent être énoncées dans ces accords et conventions, malgré le fait qu'il tend à servir de modèle général et de règlement uniforme.

10. L'article 5 porte sur les accords futurs qui pourraient contenir des dispositions incompatibles avec certaines des règles énoncées dans le projet d'articles. Soucieuse d'assurer le maximum de souplesse en la matière, la Commission, sans renoncer à l'espoir de voir le projet d'articles servir de base aux conventions concernant les représentants d'Etats auprès d'organisations internationales particulières, n'a pas voulu restreindre la liberté des Etats qui, dans l'avenir, pourraient juger nécessaire d'adopter des règles différentes touchant leur représentation auprès desdites organisations.

11. M. Ruda explique que s'il s'est étendu quelque peu sur les premiers articles du projet, c'est parce qu'il tenait à souligner les difficultés d'ordre juridique auxquelles la Commission s'est heurtée lorsqu'elle s'est attelée à sa tâche; elle a toutefois réussi à les surmonter et à mettre au point des règles claires et simples qui faciliteront grandement son travail sur les autres parties du texte.

12. La section de la deuxième partie, relative aux missions permanentes en général, énonce les règles de base régissant le fonctionnement des missions permanentes; elle s'inspire dans une très large mesure des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires ainsi que du projet d'articles sur les missions spéciales, dont les dispositions ont été adaptées au cas spécial des missions permanentes auprès des organisations internationales. Dans le commentaire qui accompagne les articles de cette section, la Commission a souvent mis en parallèle la règle du projet d'articles et la règle correspondante de l'instrument dont elle s'inspire en indiquant le cas échéant les raisons pour lesquelles elle s'en était écartée. Là encore, elle a tenu à donner aux règles qu'elle énonçait le maximum de souplesse afin de faciliter le travail des missions permanentes. C'est ainsi que l'article 6 précise que l'institution d'une représentation permanente auprès d'une organisation internationale ne revêt aucun caractère obligatoire et que l'article 7 énumère sous des rubriques très générales, comme le font les Conventions de Vienne et le projet de convention sur les missions spéciales, les fonctions les plus importantes des missions permanentes.

13. Toujours pour faciliter le travail des missions, il a été prévu à l'article 8 qu'une même personne peut être accréditée en qualité de représentant permanent auprès de deux ou plusieurs organisations internationales et que l'Etat d'envoi peut affecter un représentant permanent à une autre de ses missions permanentes en qualité de membre de cette mission; cette règle joue également pour les membres du personnel des missions permanentes.

14. Une règle très importante est énoncée à l'article 10 qui prévoit que sous réserve des exceptions concernant la nationalité des membres de la mission permanente (art. 11) et l'effectif de la mission permanente (art. 16), l'Etat d'envoi nomme à son choix les membres de la mission permanente. Cette liberté du choix, qui est un principe essentiel à l'accomplissement efficace des fonctions de la mission, est justifiée si l'on songe que les membres d'une mission permanente ne sont pas accrédités auprès de l'Etat sur le territoire duquel le siège

de l'organisation est situé. Le consentement de l'Etat hôte n'est nécessaire — et c'est là la première exception — que si le représentant permanent et les membres du personnel diplomatique de la mission permanente sont choisis parmi les ressortissants de cet Etat. L'autre exception restreint également la liberté du choix de l'Etat d'envoi en lui imposant l'obligation de maintenir l'effectif de sa mission permanente dans les limites de ce qui est raisonnable et normal eu égard aux fonctions de l'organisation, aux besoins de la mission et aux circonstances et conditions dans l'Etat hôte. La pratique montre qu'il ne s'est encore jamais posé de grave problème à cet égard. La Commission estime que si des difficultés devaient surgir, elles ne pourraient être réglées que par voie de consultations entre l'Etat d'envoi, l'Etat hôte et l'organisation internationale intéressée, étant entendu que l'Etat d'envoi doit conserver toute liberté quant à la composition de sa mission permanente et au choix de ses membres.

15. En ce qui concerne les pouvoirs du représentant permanent, dont traite l'article 12, la Commission a suivi la pratique des organisations internationales pour ce qui est de l'autorité dont ils doivent émaner. Considérant d'autre part que s'il est vrai que les pouvoirs des représentants permanents sont généralement communiqués au chef de l'administration de l'organisation intéressée, il n'existe pas cependant de pratique constante pour ce qui est de l'organe auquel ce fonctionnaire doit faire rapport à ce sujet, elle a énoncé une règle générale prévoyant la présentation desdits pouvoirs "à l'organe compétent de l'organisation".

16. L'article 13, qui traite de l'accréditation auprès des organes de l'organisation, est fondé sur le principe que le représentant permanent représente l'Etat d'envoi auprès de tous les organes de l'organisation pour lesquels il n'est pas prescrit de conditions spéciales en matière de représentation, il est néanmoins toujours possible à l'Etat d'envoi de préciser dans les pouvoirs que son représentant permanent le représente uniquement auprès de tel ou tel autre organe de l'organisation, ou de plusieurs organes spécifiés.

17. L'article 14, relatif aux pleins pouvoirs pour représenter l'Etat dans la conclusion des traités, s'inspire de l'article 6 du projet de convention sur le droit des traités^{6/}. Il prévoit notamment que de tels pouvoirs ne sont pas nécessaires lorsqu'il ressort des circonstances que les parties n'avaient pas l'intention de les requérir.

18. Les articles 17 sur les notifications, 18 sur le chargé d'affaires *ad interim* et 21 sur l'usage du drapeau et de l'emblème s'inspirent également des dispositions correspondantes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. L'article 19 traite de la préséance qui peut être déterminée soit par l'ordre alphabétique, soit par l'heure et la date de présentation des pouvoirs. Enfin, l'article 20 dispose que le consentement de l'Etat hôte est nécessaire pour l'établissement des bureaux des missions permanentes dans des localités autres que celle où le siège de l'organisation est établi ou sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat hôte.

19. M. Ruda conclut son exposé des 21 articles que la Commission du droit international a élaborés sur la question des représentants d'Etats auprès des organisations internationales en soulignant que la complexité des problèmes juridiques tient au fait qu'il faut prendre en considération les intérêts de trois parties: l'Etat d'envoi, l'organisation internationale et l'Etat hôte.

20. Passant à la question de la succession d'Etats et de gouvernements, M. Ruda indique que pour le moment seule a été étudiée la question de la succession d'Etats, celle relative à la succession de gouvernements devant faire l'objet d'un examen ultérieur. Il rappelle qu'en 1967, la Commission du droit international avait décidé de diviser la question de la succession d'Etats en deux rubriques qu'elle avait confiées à deux Rapporteurs spéciaux, sir Humphrey Waldock pour "La succession en matière de traités" et M. Mohammed Bedjaoui pour "La succession d'Etats et les droits et obligations découlant de sources autres que les traités". A sa vingtième session, la Commission était saisie des premiers rapports de ces Rapporteurs spéciaux, qu'elle a successivement examinés.

21. Dans son rapport^{7/}, M. Bedjaoui traitait notamment des méthodes de travail, de la typologie de la succession d'Etats ("démembrement", "décolonisation" et "fusion") et des problèmes spécifiques des Etats nouveaux (succession en ce qui concerne les biens publics, les dettes publiques, le régime juridique de l'Etat prédécesseur, les problèmes territoriaux, lorsqu'il s'agit en particulier de questions de frontières et de servitudes, la condition des habitants et, enfin, les droits acquis). A la demande de la Commission, formulée à l'issue du débat général sur le rapport, le Rapporteur spécial a établi une liste de questions préliminaires relatives aux points sur lesquels il souhaitait connaître son opinion.

22. La Commission a estimé que, puisque le rapport portait sur le contenu de la succession, et non sur ses modalités, il convenait d'en modifier le titre et de l'intituler "La succession dans les matières autres que les traités". Elle a par ailleurs jugé qu'il était pour l'instant prématuré d'élaborer une définition générale de la succession d'Etats à laquelle se réfèreraient les deux Rapporteurs spéciaux et que, pour l'étude de la question, il y avait lieu de continuer à combiner la technique de la codification avec celle du développement progressif du droit international. Elle n'a pas pris de décision définitive sur la forme à donner au travail et a chargé le Rapporteur spécial de préparer un projet d'articles ou un ensemble de règles.

23. En ce qui concerne la question des origines et de la typologie de la succession d'Etats, les membres de la Commission ont considéré qu'il ne convenait pas que la Commission traite séparément des origines et de la typologie de la succession d'Etats et qu'il suffisait d'avoir présentes à l'esprit les diverses situations afin d'élaborer un règlement spécial pour le cas d'une succession due à une cause déterminée.

^{6/} Voir A/CONF.39/C.1/L.370/Add.4 et Corr.1.

^{7/} A/CN.4/204 et Corr.1.

24. L'examen des problèmes spécifiques des Etats nouveaux a montré que l'importance actuelle de la question de la succession d'Etats est due au phénomène de la décolonisation. Les problèmes des nouveaux Etats intéressent non seulement les anciennes puissances coloniales, mais aussi la communauté toute entière et ils portent notamment sur la permanence des actes effectués par l'Etat prédécesseur, les éléments de rupture tendant à l'emporter sur les éléments de continuité. On a dit qu'il fallait établir des règles aussi générales que possible et dégager de la pratique les éléments caractéristiques de l'époque. La Commission du droit international est parvenue à la conclusion qu'il faudrait prêter une attention particulière au problème des nouveaux Etats, sans pour autant négliger les autres cas de succession.

25. Après avoir décidé de laisser en suspens la question du règlement judiciaire des différends, la Commission, reconnaissant l'étendue et la complexité de la tâche confiée au Rapporteur spécial, a jugé qu'il convenait d'accorder la priorité à l'étude d'un ou deux aspects particuliers du sujet. M. Bedjaoui avait pensé que l'on pourrait commencer par les problèmes relatifs aux biens publics et aux dettes publiques, les questions connexes des droits de concession et des contrats administratifs, c'est-à-dire des droits acquis, et les problèmes de succession concernant les divers moyens économiques, dont le droit des peuples sur leurs ressources naturelles. La Commission a décidé que, pour sa prochaine session, le Rapporteur spécial préparerait un rapport sur le sujet suivant: "La succession d'Etats en matière économique et financière".

26. Le deuxième rapport dont la Commission était saisie était celui de sir Humphrey Waldock sur "La succession en matière de traités"^{8/}. Le Rapporteur spécial soumettait le chapitre premier du projet d'articles sur cette question, qui était intitulé "Dispositions générales" et qui contenait quatre articles de grande importance: "Expressions employées", "Accords internationaux n'entrant pas dans le cadre des présents articles", "Règles pertinentes d'organisations internationales" et "Frontières établies par des traités". La Commission a procédé à un débat entièrement intéressant, mais elle n'a pas engagé de discussion sur chacun de ces articles et elle n'a pas pris de décision formelle sur cette question.

27. L'un des points les plus débattus a été celui de savoir si la solution des problèmes résidait dans les principes généraux du droit des traités ou dans ceux du droit de la succession d'Etats. Selon le rapport spécial, les problèmes à résoudre étaient des problèmes du droit des traités qui se situaient dans un contexte spécial, celui de la succession d'Etats. Il estimait, ainsi que d'autres membres de la Commission, que dans le cas des grands traités multilatéraux, une pratique abondante indiquait qu'il existait au moins une règle fondamentale, à savoir qu'un nouvel Etat a le droit de continuer à appliquer le traité à son propre territoire en tant que partie de son propre chef, indépendamment des dispositions figurant en fait dans les clauses finales du traité relatives à la participation.

28. On a également soulevé, à la Commission, la question de savoir si les travaux du Rapporteur spécial prendraient la forme d'un projet d'articles devant aboutir éventuellement à la conclusion d'une convention ou devant constituer une suite aux textes élaborés sur le droit des traités. La Commission a pris note du fait que sir Humphrey Waldock présenterait en 1969 un groupe autonome d'articles sur le sujet de la succession en matière des traités.

29. Une autre question de fond examinée par la Commission a été la clause de la nation la plus favorisée. Le Rapporteur spécial, M. Ustor, avait soumis un document de travail ainsi qu'un questionnaire destinés à inciter les membres de la Commission à formuler des observations et à lui donner des directives. La Commission a demandé au Rapporteur spécial de ne pas borner son étude à l'importance du rôle de la clause de la nation la plus favorisée dans les échanges internationaux, mais d'explorer les principaux domaines où elle s'applique, et de déduire des règles juridiques des pratiques déjà généralement acceptées. Elle l'a également invité à consulter toutes les organisations et institutions intéressées qui possèdent une expérience particulière en matière d'application de la clause de la nation la plus favorisée.

30. M. Ruda passe ensuite en revue les décisions prises par la Commission du droit international au sujet des travaux futurs. Il signale, à ce propos, que la Commission a estimé que l'utile document de travail préparé à son intention par le Secrétariat (A/7209 et Corr.1 et 2, annexe) permettrait aux membres de la Sixième Commission d'être parfaitement informés des éléments pris en considération.

31. Elle a décidé, en premier lieu, de proposer à l'Assemblée générale de porter à six ou sept ans la durée du mandat de ses membres, parce qu'un programme de travail ne peut guère être achevé en cinq ans, compte tenu des changements de composition de la Commission, et parce que l'augmentation du nombre de ses membres a tendance à prolonger les débats. Elle a également souligné la nécessité d'améliorer les possibilités de planification et d'exécution d'un programme équilibré, qui est liée au besoin général de codification.

32. Elle a jugé nécessaire, en second lieu, de recommander à l'Assemblée générale de prévoir le versement d'une indemnité spéciale aux rapporteurs spéciaux, l'expérience ayant montré que ceux-ci sont souvent obligés d'exposer des dépenses, notamment pour consulter des bibliothèques et pour acheter du matériel.

33. En troisième lieu, elle a estimé qu'il fallait renforcer l'effectif de la Division de la codification du Service juridique pour lui permettre d'aider davantage la Commission et ses rapporteurs spéciaux. A cet égard, elle a reconnu que les services rendus dans les conditions actuelles ne sauraient être meilleurs, mais qu'il en coûtait des sacrifices au personnel, dont il fallait alléger la tâche.

34. La Commission du droit international a décidé qu'elle examinerait son programme de travail à long terme avant la fin du mandat de ses membres actuels. Elle a résolu, à cet égard, de demander

^{8/} A/CN.4/202.

au Secrétaire général de préparer une étude analogue au mémorandum qui avait été publié en 1948 sous le titre "Examen d'ensemble du droit international en vue des travaux de codification de la Commission du droit international"^{9/}, pour lui permettre d'établir, en 1970 ou en 1971, une nouvelle liste de sujets à traiter.

35. Pour ce qui est du programme de travail actuel, la Commission a jugé qu'avant l'expiration du mandat en cours, elle ne pourrait traiter que quatre questions, à savoir celles de la responsabilité des Etats, des relations entre les Etats et les organisations internationales, de la clause de la nation la plus favorisée et de la succession d'Etats et de gouvernements, mais il lui a fallu tenir compte, en outre, du fait que la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités est saisie d'un projet de résolution qui tend à lui confier l'étude de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. Au sujet de la question de la responsabilité des Etats, la Commission a estimé, compte tenu de la résolution 2272 (XXII) de l'Assemblée générale, qu'il convenait d'en avancer l'examen lors de la prochaine session, en 1969. Cela étant, et considérant qu'elle voudrait achever dans le délai qu'elle s'est fixé l'étude des relations entre les Etats et les organisations internationales et celle de la succession en matière de traités, la Commission a dû prévoir la possibilité de se réunir au cours de l'hiver 1970. Elle pourrait alors terminer l'examen en première lecture des projets concernant ces deux sujets, qui seraient ensuite soumis aux gouvernements pour observations et repris par la Commission à sa vingt-troisième session. D'autre part, la Commission compte entreprendre en 1969 l'examen approfondi de la question de la responsabilité des Etats, à laquelle la priorité serait attribuée, et celui de la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, à la session de 1970. La question de la clause de la nation la plus favorisée fera également l'objet d'examens périodiques jusqu'en 1971.

36. M. Ruda signale qu'à l'occasion de l'examen du programme et des méthodes de travail, un membre de la Commission, M. Ago, a exprimé l'opinion que celle-ci ne pouvait pas se désintéresser du sort des conventions qui émanaient d'elle et qu'elle devait s'efforcer de leur assurer le plus grand nombre possible d'adhésions et de ratifications. Il a ultérieurement soumis un mémorandum à ce sujet^{10/}, qui contenait des suggestions fort intéressantes concernant notamment l'intérêt que pourrait présenter l'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution tendant à ce que les conférences réunies sous les auspices des Nations Unies pour élaborer des conventions générales établissent des protocoles de signature dont le modèle figurerait dans la résolution et par lesquels les Etats signataires s'engageraient à prendre toutes les mesures qui y seraient indiquées afin de faire en sorte que les autorités compétentes

puissent prendre une décision au sujet de la ratification ou de l'adhésion, ou envoient les rapports voulus au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La Commission n'a pas pris de décision sur cette question, mais elle en a fait brièvement mention au paragraphe 102 de son rapport.

37. Evoquant un autre aspect des activités de la Commission du droit international, M. Ruda indique que dans le cadre de sa coopération avec d'autres organismes juridiques, la Commission a maintenu au cours de sa vingtième session ses rapports de collaboration avec le Comité juridique consultatif africain-asiatique, avec le Comité européen de coopération juridique et avec le Comité juridique inter-américain, dont les observateurs respectifs ont pris la parole devant ses membres. Elle s'est elle-même fait représenter, d'autre part, devant ces divers organismes.

38. La quatrième réunion du Séminaire de droit international de Genève a bénéficié, comme les réunions précédentes, de la participation active de divers membres de la Commission du droit international. Un plus grand nombre de bourses a permis d'accroître l'effectif des étudiants en provenance de pays en voie de développement. La Commission espère que de nouvelles offres de bourses permettront d'organiser en 1969 une autre réunion du Séminaire.

39. Enfin, M. Ruda tient à exprimer tout spécialement la satisfaction qu'a causée à la Commission la visite que lui a rendue le Vice-Président de la Cour internationale de Justice, M. Koretsky, eu égard au lien naturel qui doit exister entre la Cour et la Commission, du fait de leurs rôles respectifs.

40. Pour conclure, M. Ruda annonce que pour marquer ses 20 ans d'activité, la Commission du droit international l'a chargé de présenter à la Sixième Commission une évaluation générale des travaux qu'elle a accomplis. Il se propose de le faire au moment opportun, durant la présente session.

41. Le PRESIDENT remercie le Président de la Commission du droit international de ses déclarations, qui seront certainement utiles aux membres de la Sixième Commission durant l'examen du rapport qui leur est soumis. La Sixième Commission prendra ultérieurement une décision sur la date à laquelle elle entendra l'exposé qui vient d'être annoncé.

42. M. ALCIVAR (Equateur) propose que le texte intégral de la déclaration du Président de la Commission du droit international soit publié sous forme de document de la Sixième Commission.

43. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) déclare que l'adoption de cette proposition aurait des incidences financières dont il faudrait tenir compte.

44. Le PRESIDENT propose de faire droit à la demande du représentant de l'Equateur, compte tenu des incidences financières.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 30.

^{9/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1948.V.I (1).

^{10/} A/CN.4/205/Rev.1.

